

## II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 15, numéro 3, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701704ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701704ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

### ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Galarneau, H. (1984). II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 15(3), 600–614. <https://doi.org/10.7202/701704ar>

### *Festival horticole de Liverpool*

2 mai au 14 octobre:

Le Canada participe au festival horticole de Liverpool pour lequel il nomme un commissaire général du Canada, le major général Desmond Smith. En plus de l'exposition d'arbres canadiens, des journées canadiennes et diverses activités culturelles seront organisées pendant cette période.

### *Exposition internationale de 1985 de Tsukuba, au Japon*

15 mai:

Le gouvernement canadien nomme un Commissaire général de la participation canadienne à l'Exposition internationale de 1985 de Tsukuba, au Japon. L'exposition aura lieu de mars à septembre 1985 sur le thème « La maison et son environnement: science et technologie au service de l'homme chez lui ».

## **II — Les relations extérieures du Québec**

(avril à juin 1984)

### **A — Aperçu général**

Avec la poursuite des négociations en vue de rendre de l'électricité à la Nouvelle-Angleterre, de la coopération franco-québécoise dans les secteurs économique et culturel, de la participation aux rencontres de la francophonie, les relations extérieures du Québec se déroulaient au printemps suivant ses directions habituelles. Le gouvernement lançait par ailleurs une réflexion d'ensemble sur les activités internationales du Québec en cherchant à y associer tous les « intervenants » internationaux du Québec. Cette entreprise prenait la forme d'un « sommet » sur les relations internationales du Québec, dont la première phase avait lieu en mai.

### **B — Questions économiques et commerciales**

Le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, présentait à l'Assemblée nationale le 22 mai son discours du budget 1984-1985. Un budget sans surprise ni virage, de l'avis des observateurs, qui fixe à \$22,5 milliards les revenus du gouvernement québécois pour l'année 1984-1985 et les dépenses à \$25,6 milliards. Le déficit sera donc de \$3,2 milliards, et les besoins financiers nets du gouvernement de \$2,1 milliards<sup>1</sup>.

Les exportations du Québec se sont élevées à \$15,7 milliards en 1983, une augmentation de 3,8% par rapport à l'année précédente, suivant les chiffres rendus publics le 1<sup>er</sup> mai par le Bureau de la Statistique du Québec. Cette hausse était attribuée principalement à l'augmentation des achats américains (+ 11,9%), qui se sont chiffrés à \$10,7 milliards. On notait d'autre part une augmentation de 305% des exportations québécoises vers la Chine, qui passaient de \$38,4 millions en 1982 à \$155,7 millions en 1983<sup>2</sup>.

Au cours du premier trimestre de 1984, vingt entreprises québécoises se partageaient \$645,037 dans le cadre du programme d'aide à la promotion des exportations (APEX) du ministère du Commerce extérieur. Entre avril 1983 et février 1984, environ six cents

1. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 23 mai 1984, pp. 1 et 2.

2. *La Presse*, 2 mai 1984, cité par *L'Argus*, 2 mai 1984, p. 9.

entreprises avaient bénéficié de ce programme, les deux tiers d'entre elles (386) pour exporter en Amérique du Nord, 121 pour étendre leurs activités en Europe et 77 pour le reste du monde<sup>3</sup>.

Terre-Neuve connaissait quelques revers au printemps dans la lutte qu'elle livre au Québec dans le domaine de l'hydroélectricité. Devant la Cour suprême du Canada d'abord qui déclarait inconstitutionnel, le 3 mai, le "Upper Churchill Water Rights Reversion Act" adopté par Terre-Neuve en décembre 1980 dans le but de mettre fin au contrat la liant à l'Hydro-Québec pour l'achat de l'électricité produite à Churchill Falls. Depuis 1976, Terre-Neuve a perdu un certain nombre de causes reliées à ce problème, que la province a choisi de porter en appel<sup>4</sup>. D'autre part, la Cour d'appel fédérale refusait à la province, le 5 juin, de porter en appel la décision de l'Office national de l'énergie (ONE) sanctionnant la vente de 24 millions de kw/h du Québec à New York. Deux semaines plus tard, l'ONE lui-même rejetait une requête de Terre-Neuve demandant une révision de l'autorisation d'exporter accordée au Québec<sup>5</sup>.

Le Québec poursuivait par ailleurs au printemps ses efforts de promotion de son potentiel hydroélectrique et de la technologie québécoise dans ce domaine, tant à l'intention du marché américain que des autres marchés étrangers. La société Hydro-Québec annonçait qu'elle aurait un représentant à New York à partir de septembre prochain. Il s'agit de M. Claude Descôteaux, qui quitte pour New York le poste de sous-ministre de l'Énergie et des Ressources. Celui-ci aura comme mandat de

promouvoir le produit, le savoir-faire et l'image d'Hydro-Québec, en plus de faciliter les échanges commerciaux, financiers et technologiques entre l'entreprise et les marchés américains ou internationaux<sup>6</sup>.

L'Hydro-Québec International ouvrait pour sa part au début de juin un bureau en Malaisie, à Kuala Lumpur, dans le but de se forger un accès au marché asiatique. L'éventualité de vendre à la Colombie pour ses projets d'électrification rurale « non seulement notre génie-conseil en matière d'hydro-électricité, mais encore tous les équipements nécessaires à l'implantation de cette infrastructure », déclarait le ministre Landry lors d'un passage au Texas, constituait encore, avec la possibilité de participer à l'implantation dans ce pays d'un système de transport en commun, des facteurs motivant l'ouverture « prochaine », selon M. Landry, d'un bureau commercial à Bogota<sup>7</sup>.

### C — Le sommet « Le Québec dans le monde »

La première rencontre du sommet « Le Québec dans le monde » se tenait à Montréal les 29 et 30 mai. Convoqué par le gouvernement du Québec dans l'intention de réunir les différents intervenants gouvernementaux et privés qui oeuvrent dans le domaine des relations internationales, ce sommet s'inscrit dans le contexte de démarches semblables de concertation des milieux politique, social et économique entreprises à l'initiative du gouvernement dans plusieurs secteurs ou domaines, tels le développement régional, les industries de la

3. Gouvernement du Québec, Cabinet du ministre du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 4 mai 1984; *Le Devoir*, 7 avril 1984, p. 2.

4. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 4 mai 1984, p. 1; Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 4 mai 1984, pp. 1 et 8.

5. *Le Devoir*, 6 juin 1984, p. 1 et 19 juin 1984, p. 11.

6. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 25 mai 1984, p. 11.

7. Francine OSBORNE, *La Presse*, 5 juin 1984, cité par *L'Argus*, 5 juin 1984, p. 16; *Le Soleil*, 15 juin 1984, cité par *L'Argus*, 15 juin 1984, p. 19.

chaussure, de l'agro-alimentaire, le secteur des communications, etc. Le sommet sur les relations extérieures du Québec comptera trois phases: la rencontre de mai réunissant l'ensemble des intervenants pour tracer un état de la situation, des tables sectorielles où seront analysés les résultats des premières discussions et préparées des propositions d'action, et la deuxième rencontre du sommet proprement dit au cours de laquelle les intervenants se retrouvant autour d'une même table devraient pouvoir dégager des consensus et s'entendre sur des lignes d'action.

Trois grands objectifs président à la démarche: élargir les relations internationales du Québec, favoriser la collaboration entre tous les intervenants, et sensibiliser la population du Québec aux problèmes et défis qui se posent dans le domaine des relations internationales. Ceci contribuerait à atténuer les principaux problèmes auxquels fait face le gouvernement du Québec dans la poursuite de ses activités internationales, problèmes décrits par le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, comme étant

reliés à l'absence de mécanismes de concertation structurée avec les intervenants et au degré relativement faible de sensibilisation de la population québécoise à l'importance de l'action internationale du gouvernement<sup>8</sup>.

Regrouper tous les intervenants internationaux et aborder l'ensemble des activités extérieures du Québec constitue certes une entreprise ambitieuse. Les intervenants ont été regroupés suivant les milieux politique, socio-économique et social et culturel. Le premier réunit le gouvernement, les sociétés d'État, les organismes publics et le secteur municipal; le second le secteur financier, le secteur des affaires, le monde syndical et le secteur agricole; et le troisième rassemble les associations des communautés culturelles, les organismes non-gouvernementaux de coopération internationale, les organismes culturels et de loisirs, les secteurs de l'enseignement et de la recherche et de l'information et des communications. Cent vingt-cinq personnes représentant ces divers milieux étaient invitées à la rencontre de mai<sup>9</sup>. Il faut souligner l'absence du gouvernement fédéral, qui choisit, quelques jours avant la tenue du sommet, de décliner l'invitation qui lui avait été faite d'y participer<sup>10</sup>. Trois grands thèmes de discussion avaient été retenus au cours de rencontres préliminaires des intervenants: la coopération internationale, les échanges économiques internationaux et l'immigration. Un état de la situation, document de 363 pages faisant le bilan de l'ensemble des activités internationales du Québec autour de ces trois thèmes, avait été préparé par le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques pour servir de base aux discussions<sup>11</sup>.

8. Sommet sur le Québec dans le monde, *Notes pour l'intervention gouvernementale au tour de table initial*, 29 mai 1984, p. 8.

9. Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, Communiqués du 25 mai 1984.

10. La décision fédérale était motivée par un différend opposant Québec et Ottawa sur la participation du gouvernement fédéral, à qui avait été offert un nombre de sièges égal à celui du gouvernement québécois mais qui tenait aussi à participer aux allocutions d'ouverture et de clôture. « Les relations internationales sont de juridiction essentiellement fédérales, et le Canada devrait recevoir un statut un peu particulier », déclarait le ministre d'État canadien aux Relations extérieures, M. Jean-Luc Pépin. *Le Devoir*, 26 mai 1984, p. 2.

11. Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, *Le Québec dans le monde: État de la situation*, Document de travail déposé à la première rencontre du Sommet sur le Québec dans le monde tenue à Montréal le 29 et le 30 mai 1984, XV et 363 p. En préparation du sommet, le ministère des Relations internationales et du Commerce extérieur publiait également un *Répertoire (provisoire) des intervenants internationaux du Québec*, de 742 p.

Les deux jours que durèrent les travaux de la première phase du sommet permirent d'identifier un certain nombre de problèmes spécifiques et d'avenues possibles. Les discussions sur la coopération internationale firent ressortir le besoin que le gouvernement se donne des priorités, qu'il définisse une politique internationale réaliste et originale qui reflète les valeurs et les intérêts de la société québécoise dans le respect des valeurs et des intérêts des autres sociétés. Une telle politique pourrait trouver ses fondements dans le respect des droits de l'homme et des choix de développement des sociétés en développement, et dans le souci de faire du Québec une terre d'asile. L'importance de la démocratisation du processus d'élaboration et d'évaluation des politiques fut également soulignée, la création d'une commission parlementaire des relations internationales ayant été évoquée. Les participants ont souhaité l'élargissement géographique et sectoriel des relations internationales du Québec, et la nécessité de voir s'instaurer une complémentarité entre les actions du gouvernement et celles des intervenants non-gouvernementaux. Un certain nombre de problèmes particuliers furent également abordés comme les difficultés liées à la circulation des personnes et des idées – notamment pour l'enseignement et la recherche – et de l'information, la nécessité d'une présence québécoise auprès d'organisations internationales telles l'OIT, l'OCDE et le GATT.

Des préoccupations humanitaires et économiques ressortent de l'examen de la question de l'immigration. Le Québec devrait continuer à se montrer généreux et ouvert en matière d'immigration, améliorer les délais dans le traitement des demandes et les conditions d'accueil réservées aux immigrants, sensibiliser la population aux apports de l'immigration et des autres cultures, redresser un certain biais existant en faveur des réfugiés venant de pays socialistes. Le rôle important que peuvent jouer les communautés culturelles du Québec sous plusieurs de ces aspects fut largement souligné. En mentionnant d'une part que l'approche de l'immigration ne doit pas tenir uniquement à la recherche d'intérêts économiques, les discussions ont fait ressortir d'autre part l'importance d'attirer des immigrants-investisseurs et l'importance de l'immigration de main-d'oeuvre spécialisée pour le développement économique du Québec.

L'augmentation des échanges économiques internationaux fut reconnu par l'ensemble des participants comme indispensable au renforcement de l'économie et au maintien et à la création d'emplois. Les participants ont souligné l'importance d'accroître la capacité concurrentielle des entreprises. Au nombre des facteurs qui influencent la compétitivité internationale, ils ont insisté sur la législation et la réglementation, demandant au gouvernement de ne pas s'engager dans l'édification d'une superstructure d'encadrement pour inciter les entreprises à exporter. Par contre, les milieux d'affaires et financiers ont plaidé en faveur d'une plus grande participation gouvernementale au financement des exportations vers les pays en développement, dans le contexte de crise financière que vivent ces pays. La libéralisation du commerce international fut abordée sous deux aspects: celui de l'ouverture des marchés extérieurs aux produits québécois – les participants soulignant l'importance d'être informés et associés aux négociations internationales du GATT par exemple – et celui de l'ouverture du Québec aux marchés extérieurs – où l'on s'entendit sur la nécessité d'évaluer les conséquences sur certains secteurs industriels moins compétitifs et sur l'emploi –. Enfin, l'importance du marché américain fut soulignée à maintes reprises au cours du sommet, et une proposition du président de la Bourse de Montréal sur l'établissement d'une coopération entre syndicats et milieux d'affaires pour faire du lobbying à Washington reçut un accueil favorable.

Au terme du sommet, le ministre Landry s'est dit heureux

de constater que les intervenants se sont montrés d'une façon ou d'une autre solidaires de l'action internationale du Québec et qu'aucun d'entre eux n'a contesté le droit du

gouvernement du Québec de s'engager lui-même sur la scène internationale, comme il l'a fait dans le passé<sup>12</sup>.

## D — La Francophonie

Le Québec participait au printemps aux rencontres de deux institutions de la Francophonie. Le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur se rendait à Paris pour assister, les 10 et 11 avril, aux travaux du Bureau élargi de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Le Québec y occupait le siège de rapporteur général. La réunion, qui devait porter sur la programmation, fut essentiellement consacrée aux questions budgétaires. M. Landry remettait à cette occasion au secrétaire général de l'Agence une contribution de \$25,000 au fonds de solidarité de l'ACCT en faveur de la Guinée, victime d'un tremblement de terre l'an dernier<sup>13</sup>.

La délégation québécoise à la 36<sup>ème</sup> session de la Conférence des ministres de l'Éducation des États d'expression française (CONFEMEN) qui avait lieu du 2 au 6 avril à Kinshasa (Zaire), était dirigée par l'adjoint parlementaire du ministre de l'Éducation, M. Michel Leduc. Outre les discussions de fond, la conférence a pris quelques décisions reliées à son fonctionnement telles le maintien d'un secrétariat unique et l'adoption d'un rythme biennal<sup>14</sup>.

## E — Le Québec et les États-Unis

Trois nouveaux délégués étaient nommés au printemps pour occuper des postes aux États-Unis. M. Jean Bérard, du ministère du Commerce extérieur, devenait délégué du Québec à Chicago, M. Pierre Baillargeon, du ministère des Relations internationales, délégué du Québec à Boston et Mme Rita Dionne-Marsolais, qui vient du secteur privé, deviendra déléguée générale à New York<sup>15</sup>. Les relations déjà bien établies entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre s'enrichissaient d'une nouvelle entente d'exportation d'énergie, d'énergie ferme cette fois, et des résolutions communes agréées par les deux régions lors de la Conférence des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des provinces de l'Est du Canada. Le ministre Bernard Landry allait soutenir le travail des délégations dans trois États du sud, en Georgie et au Texas notamment, États à forte croissance économique et démographique.

### 1 — LES EXPORTATIONS D'ÉLECTRICITÉ

Une nouvelle entente s'ajoutait aux contrats existants d'exportation d'électricité québécoise excédentaire à la Nouvelle-Angleterre. Le ministre de l'Énergie et des Ressources, M. Yves Duhaime, annonçait le 14 juin la conclusion d'une entente de principe entre l'Hydro-Québec et la *New England Power Pool* (NEPOOL). Il s'agit cette fois de la vente d'énergie ferme, de 70 milliards de kw/h pendant dix ans, à partir de 1990. L'Hydro-Québec

12. Le résumé des discussions repose en majeure partie sur la synthèse des travaux présentée à la fin de la rencontre par le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, le 30 mai 1984.

13. Ministère des Relations internationales; Gouvernement du Québec, Cabinet du ministre du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 10 avril 1984.

14. Ministère des Relations internationales.

15. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 11 mai 1984, p. 2; Gouvernement du Québec, ministère des Affaires intergouvernementales, *Communiqué de presse no. 1*, 3 avril 1984, et *Communiqué de presse no. 14*, 3 mai 1984.

compte retirer des revenus bruts d'environ \$4,5 milliards (US) courants au cours des dix années que doit durer le contrat. Environ un an après avoir décidé de négocier la vente d'énergie ferme avec les États américains voisins, le Québec en était ainsi à sa deuxième entente, la première ayant été signée avec le Vermont en mars dernier<sup>16</sup>.

La visite qu'effectuait à la Baie James, le 25 mai, un groupe de législateurs de la Nouvelle-Angleterre témoignait encore de l'intérêt porté par cette région aux ressources québécoises en hydroélectricité. La délégation américaine, venue dans le cadre du *New England Caucus of State Legislators*, comptait les présidents des Chambres du Maine et du New Hampshire, le leader de la majorité au Sénat du New Hampshire, le président du Sénat du Maine et les présidents de commissions législatives de six États de la Nouvelle-Angleterre<sup>17</sup>.

## 2 - LA CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES DE L'EST DU CANADA ET DES GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

Le Premier ministre du Québec et ses ministres de l'Environnement, de l'Énergie et des Ressources et des Relations internationales et du Commerce extérieur participaient à la 12<sup>ème</sup> conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada qui se tenait à Newport, au Rhode Island, du 17 au 19 juin. Les principaux sujets à l'ordre du jour de la conférence furent la coopération économique tripartite, l'agriculture à petite échelle, les questions énergétiques, les pluies acides et le contrôle des infractions au code de la route.

Suivant une proposition conjointe Québec-Massachusetts, les participants se sont mis d'accord pour donner leur appui au projet de contrôle des pluies acides adopté plus tôt cette année par la *National Governor's Association* américaine. Ils ont d'autre part créé un comité permanent de la conférence sur l'environnement, ayant pour tâche de voir à l'échange des données scientifiques, à la coordination des politiques et des stratégies et qui s'occupera en premier lieu d'élaborer un plan régional de réduction des émissions d'anhydride sulfureux pour les États membres de la conférence. Enfin, les participants se sont entendus sur la tenue d'une conférence sur les pluies acides à Québec, l'hiver prochain, conférence à laquelle seront invités l'Ontario, le Manitoba, le Minnesota, New York, la Pennsylvanie, l'Ohio, le Michigan, l'Indiana, le Wisconsin et le New Jersey<sup>18</sup>.

Au cours de la deuxième journée de la rencontre, consacrée aux questions énergétiques, un certain nombre de propositions furent adoptées: l'une sur la planification des mesures d'urgence pour assurer des consultations rapides en situation de crise énergétique, une autre prévoyant la mise au point de méthodes d'évaluation des conséquences économiques des projets énergétiques actuels et à venir, une troisième sur l'élaboration de programmes d'hivernisation des bâtiments et d'autres destinées à mettre en lumière les mouvements d'énergie dans le nord-est de l'Amérique du Nord<sup>19</sup>.

À l'issue de la conférence, le premier ministre René Lévesque se déclarait heureux des résultats obtenus et soulignait l'utilité de cette rencontre annuelle, qui contribue, disait-il, à l'établissement de contacts « cordiaux et amicaux » entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre. M. Lévesque soulignait que les gouverneurs, même ceux qui avaient des

16. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 15 juin 1984, p. 1.

17. Ministère des Relations internationales.

18. Claude-V. MARSOLAIS, *La Presse*, 19 juin 1984, cité par *L'Argus*, 19 juin 1984, p. 12.

19. *Le Devoir*, 20 juin 1984, p. 10.

réticences, s'étaient montrés heureux de la conclusion prochaine d'un premier contrat d'énergie ferme. Le gouverneur du New Hampshire, M. John Sununu, partisan de l'option nucléaire, avait en effet exprimé des réserves vis-à-vis de l'achat d'électricité québécoise<sup>20</sup>.

### 3 – LE MINISTRE LANDRY EN TOURNÉE DANS LE SUD DES ÉTATS-UNIS

Le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur se rendait du 11 au 15 juin dans les trois États du sud des États-Unis où le Québec possède des délégations. Cette tournée des délégations de la Georgie, du Texas et de la Louisiane visait également la promotion des échanges économiques entre ces États et le Québec. C'est ainsi qu'en Georgie, la visite du ministre Bernard Landry comprenait des discussions avec le commissaire à l'Industrie et au Commerce et une causerie devant la Chambre de commerce d'Atlanta dans laquelle il a fait état de l'intérêt du Québec pour le libre-échange avec les États-Unis.<sup>21</sup>

À Dallas, le programme de M. Landry lui fit rencontrer le gouverneur du Texas, le maire de Dallas et la présidente du Conseil d'administration de la *Dallas Area Rapid Transit Authority* – qu'il voulait convaincre de confier à Bombardier la réalisation du projet de transport en commun intégré de la région, projet évalué à environ \$9 milliards. Une causerie devant le *Council on World Affairs* complétait le séjour texan de M. Landry<sup>22</sup>.

En Louisiane, le ministre visitait Lafayette, Bâton-Rouge et la Nouvelle-Orléans. Le ministre fut présenté à la Chambre des représentants et eut l'occasion de rencontrer le lieutenant-gouverneur de l'État ainsi que des sénateurs francophones. Il put encore discuter d'échanges économiques avec le ministre de l'Industrie et du Commerce louisianais, M. Ron Fauchaux. M. Landry mentionnait d'ailleurs durant son séjour l'intention de son gouvernement d'ajouter au mandat essentiellement culturel de la Délégation de Lafayette un volet commercial. Le ministre Landry signait d'autre part avec le ministre de l'Éducation de l'État le protocole annuel préparé par le comité conjoint Québec-Louisiane sur le programme d'échanges éducatifs. Comme en Georgie et au Texas, des rencontres avec des hommes d'affaires étaient au programme<sup>23</sup>. En 1983, le Québec exportait pour \$157 millions en Georgie, \$304 millions au Texas et \$39 millions en Louisiane.

### 4 – AUTRES QUESTIONS COMMERCIALES

Le ministre Bernard Landry présentait le point de vue du Québec sur les possibilités de libre-échange sectoriel entre le Canada et les États-Unis dans un discours prononcé au cours de la conférence annuelle du *Canada-U.S. Legislative Project*, qui se tenait à Québec en avril. La conférence avait pour thème le rôle des États et des provinces dans la promotion du commerce extérieur. L'allocution de M. Landry, qui rappelait la proposition qu'il avait faite il y a plus d'un an d'un marché commun Canada-États-Unis, soulignait l'importance primordiale, pour l'économie québécoise, de la libéralisation du commerce international et de l'accès au marché américain en particulier. M. Landry souhaitait d'autre part que le gouvernement canadien fasse une place suffisante aux provinces pour la négociation du libre-

20. *Ibid.*, p. 10.

21. Gouvernement du Québec, Cabinet du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 11 juin 1984; *Le Soleil*, 13 juin 1984, cité par *L'Argus*, 13 juin 1984, p. 5.

22. *Le Devoir*, 15 juin 1984, p. 11.

23. *La Presse*, 16 juin 1984, cité par *L'Argus*, 18 juin 1984, p. 7.



échange sectoriel proposé<sup>24</sup>. Alors qu'il se trouvait à Newport pour la conférence annuelle des États et des provinces de l'Est, le ministre réaffirmait son désir de voir l'abolition graduelle des barrières tarifaires et non-tarifaires, comme les réglementations et les politiques d'achat préférentiel, entre le Canada et les États-Unis<sup>25</sup>.

Le lieutenant-gouverneur de l'Illinois, M. Georges H. Ryan, effectuait une visite au Québec du 27 au 31 mai pour y avoir des entretiens sur le développement des échanges économiques entre le Québec et l'Illinois. Hôte du ministre Landry, M. Ryan rencontrait aussi le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, des représentants du ministère des Affaires sociales, de l'Office de la langue française, de la Société de développement industriel, du Projet Saint-Laurent-Québec et de la Chambre de commerce de Montréal. Le lieutenant-gouverneur devait également visiter LG-4<sup>26</sup>.

## F — Le Québec et l'Europe occidentale

### 1 — LA BELGIQUE

Le Québec recevait à la mi-avril la visite de deux ministres belges. Le secrétaire d'État au Commerce extérieur, M. André Kempinaire, séjournait au Québec du 12 au 15 avril à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Chambre de commerce Belgique-Luxembourg de Montréal. M. Kempinaire rencontrait les ministres de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme et de l'Énergie et des Ressources, MM. Biron et Duhaime, ainsi que le sous-ministre au Commerce extérieur, M. Roger Pruneau. Le ministre belge de l'Éducation nationale néerlandophone passait également quelques jours au Québec à la mi-avril, répondant à une invitation qui lui avait été faite en juillet dernier. Le ministre québécois de l'Éducation et des représentants du monde universitaire eurent l'occasion de discuter avec lui.

Les liens relativement récents établis entre la Communauté française de Belgique et le Québec continuaient à se développer avec une nouvelle visite du ministre-président de cette communauté, M. Philippe Moureaux. Celui-ci passait les derniers jours de mai au Québec pour signer avec le ministre Bernard Landry une entente créant l'Agence Québec-Wallonie pour la jeunesse. M. Moureaux et M. Guy Chevrette, ministre des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche, présidaient par la suite la première séance officielle du nouvel organisme qui cherchera à favoriser, entre autres objectifs, le renforcement de l'action internationale commune des jeunes et l'intégration économique, sociale et culturelle de ces jeunes. Dès cette année, cent cinquante Québécois et autant de Belges âgés de 18 à 30 ans se rendront dans l'autre communauté dans le cadre d'échanges organisés par l'agence<sup>27</sup>.

Signalons enfin la nomination, en mai, de M. Jean Tardif, qui fut délégué aux Affaires francophones et multilatérales à Paris, au poste de délégué du Québec à Bruxelles, où il remplacera M. Jean-Paul L'Allier.

24. *Le libre-échange sectoriel Canada-États-Unis: Le point de vue du Québec*. Notes pour une allocution du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, devant un symposium législatif canado-américain, Québec, le 28 avril 1984; Gouvernement du Québec, Cabinet du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 27 avril 1984.

25. Claude-V. MARSOLAIS, *La Presse*, 18 juin 1984, cité par *L'Argus*, 18 juin 1984, pp. 7-8.

26. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no. 24*, 25 mai 1984 et *Communiqué de presse no. 31*, 29 mai 1984.

27. *La Presse*, 2 juin 1984, cité par *L'Argus*, 4 juin 1984, p. 2.

## 2 – LA FRANCE

La poursuite de la coopération économique et culturelle entre les gouvernements français et québécois donnait lieu à plusieurs rencontres ministérielles au printemps. Le Premier ministre se rendait à Saint-Malo à la mi-avril à l'occasion du lancement des fêtes 1534-1984, commémorant le 450<sup>ème</sup> anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier. M. Lévesque était accompagné des ministres des Relations internationales et des Affaires culturelles alors que la France était représentée par son ministre de la Culture et par le secrétaire d'État à la mer. Avant de quitter la France M. Lévesque fut reçu pour un dîner privé à Matignon par le premier ministre Mauroy<sup>28</sup>.

Au début du mois d'avril, le ministre français de l'Emploi, M. Jack Ralite, était venu au Québec afin de discuter, avec la ministre de la Main-d'Oeuvre et de l'Emploi, Mme Pauline Marois, des conséquences des nouvelles technologies sur les politiques de l'emploi. Il fut convenu de tenir des réunions de travail pour étudier cette question, réunions auxquelles participeraient des représentants des milieux universitaires et de la recherche, syndical, des affaires et du secteur public. M. Ralite put aussi rencontrer les ministres Landry et Bérubé et des hauts fonctionnaires du ministère de la Science et de la Technologie<sup>29</sup>.

La relance de la coopération franco-québécoise dans le domaine agro-alimentaire fut au centre du séjour effectué par le ministre français de l'Agriculture, M. Michel Rocard, à la fin avril. M. Rocard était accompagné de hauts fonctionnaires et d'industriels français. Afin de ranimer les échanges en agro-alimentaire, M. Rocard et son homologue québécois, M. Jean Garon, ont convenu de privilégier trois grands domaines: la coopération agro-industrielle, particulièrement dans les bio-industries, les échanges commerciaux et le transfert de connaissance et la formation. Ils se sont entendus, pour chacun de ces domaines, sur une liste de sujets. Les ministères des deux administrations devraient également se doter de responsables permanents de la coopération franco-québécoise pour assurer sa continuité. Le ministre français de l'Agriculture a d'autre part identifié, avec le ministre de l'Énergie et des Ressources Yves Duhaime, d'autres secteurs de coopération: la normalisation et le classement des bois, la télédétection, la recherche, la maison à ossature de bois, l'industrie forestière et la première transformation et la foresterie conseil en forêts tropicales<sup>30</sup>. Le ministre Rocard fut également reçu par le Premier ministre et par le ministre des Relations internationales.

C'était au tour du ministre Duhaime de se rendre en séjour officiel en France du 18 au 24 mai, à l'invitation du secrétaire d'État à l'Énergie, M. Jean Auroux. Outre leurs discussions bilatérales, MM. Auroux et Duhaime ont assisté à la signature de deux accords dans le domaine de l'énergie. Le premier, conclu entre la société Gaz Métropolitain de Montréal et la société nationale Gaz de France, permet à la première de commercialiser les produits et les brevets de GDF au Canada. Le second, passé entre GDF et la Société québécoise d'initiative pétrolière (SOQUIP), vise à favoriser la coopération entre les deux sociétés pour la recherche, l'innovation technologique et les applications industrielles du gaz naturel<sup>31</sup>. Le séjour de M. Duhaime à Paris lui permit de rencontrer d'autre part le secrétaire d'État aux Forêts, le président du Conseil national du Patronat français, le président de Pechiney et des représentants de CDF-Chimie et Air Liquide. La visite du surgénératueur nucléaire de Crys-Malville et une conférence sur l'apport de l'électricité au développement

28. *Le Devoir*, 17 avril 1984, p. 10.

29. *La Presse*, 6 avril 1984, cité par *L'Argus*, 6 avril 1984, p. 3; *Le Journal de Québec*, 31 mars 1984, cité par *L'Argus*, 2 avril 1984, p. 17.

30. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> mai 1984, p. 13.

31. *La Presse*, 24 mai 1984, cité par *L'Argus*, 24 mai 1984, p. 19.

économique du Québec, devant le comité d'échanges économiques France-Québec, figuraient enfin au programme du voyage<sup>32</sup>.

La volonté du gouvernement de coopérer avec la France constituait par ailleurs un élément important dans le choix de doter les écoles québécoises de l'ordinateur Max 20-E. Le Max 20-E est la nouvelle version de l'Axel-20, proposé par le consortium franco-québécois Comterm-Matra en vue de l'obtention du contrat des ordinateurs scolaires. L'Axel-20 dut toutefois être modifié pour satisfaire aux exigences techniques du gouvernement québécois. Le ministre de l'Éducation confirmait le 17 mai le choix du Max 20-E<sup>33</sup>.

Deux événements marquaient d'autre part la coopération éducative et culturelle : l'inauguration d'un centre de coopération interuniversitaire franco-québécois à Paris et la tenue d'un colloque franco-québécois sur la culture, co-présidé par les ministres français et québécois de la Culture. La convention créant, à l'université Paris VII, un centre de coopération interuniversitaire franco-québécois était signée le 17 mai à Paris par la sous-ministre aux Relations internationales du Québec, Mme Paule Leduc, et le directeur général des Relations scientifiques, culturelles et techniques du ministère français des Relations extérieures, M. Jacques Boutet. L'inauguration officielle de ce centre voué à l'extension des études québécoises en France et à l'essor de la coopération universitaire entre les deux communautés avait eu lieu le jour même<sup>34</sup>. Une « Rencontre franco-québécoise sur la culture » se tenait à Québec et à Montréal du 4 au 8 juin en présence des ministres Clément Richard et Jack Lang. Les deux ministres ont annoncé, à la suite de ce colloque consacré aux conséquences des nouvelles technologies sur les industries culturelles, un certain nombre de projets et d'ententes conclus entre organismes gouvernementaux et entre entreprises privées. Le cinéma, la vidéo et le livre devraient bénéficier d'accords de coproduction, de coédition et de codiffusion conclus ou projetés au cours de la rencontre. Au cours de son passage au Québec, le ministre Lang a exprimé l'appui de la France à la loi québécoise sur le cinéma, contre laquelle se sont soulevés les distributeurs américains<sup>35</sup>.

En poste depuis le 5 mars, la nouvelle déléguée générale du Québec en France, Mme Louise Beaudoin, était reçue le 12 avril par le premier ministre Mauroy. Mme Beaudoin continuait à recevoir l'attention des média français. Elle était également honorée par la France qui lui remettait, le 19 juin, la médaille d'or du Sénat<sup>36</sup>.

Le Premier ministre français devait annuler le voyage prévu au Canada et au Québec en juillet. M. Mauroy annonçait le 30 juin le report de sa visite au pays, la situation politique intérieure de la France nécessitant sa présence. M. Mauroy venait au Québec pour le sommet annuel des premiers ministres français et québécois<sup>37</sup>.

### 3 - LA GRANDE-BRETAGNE

Après avoir quitté la France, le Premier ministre du Québec effectuait un arrêt à Londres pour y prononcer un discours devant la *Canada-United Kingdom Chamber of Commerce*. Il s'agissait de la première visite à Londres d'un premier ministre québécois

32. Ministère des Relations internationales.

33. Marie-Agnès THELLIER, *Le Devoir*, 18 mai 1984, p. 1.

34. Ministère des Relations internationales.

35. *Le Devoir*, 9 juin 1984, p. 31; Léonce GAUDREAU, *Le Soleil*, 9 juin 1984, cité par *L'Argus*, 11 juin 1984, p. 17.

36. *Le Devoir*, 13 avril 1984, p. 16 et 21 juin 1984, p. 6; Jean-François LISÉE, *Le Devoir*, 30 avril 1984, p. 2.

37. *Le Soleil*, 4 juillet 1984, cité par *L'Argus*, 4 juillet 1984, pp. 8-9.

depuis 1972. Aux quelques deux cents hommes d'affaires réunis, M. René Lévesque a exposé la situation économique du Québec et les a invité à y investir. Il a fait état de la spécificité québécoise, du projet souverainiste de son gouvernement et a mentionné l'approbation, par le Parlement britannique, du rapatriement de la constitution canadienne – ce qui ne fut guère pour le Québec, souligna le Premier ministre, « un des plus beaux jours de son histoire ». M. Lévesque fit également remarquer que le Québec était le partenaire commercial le plus important de la Grande-Bretagne au Canada. Celle-ci constitue de son côté le deuxième client du Québec, après les États-Unis. Le premier ministre Lévesque recevait, à la suite de son intervention à la Chambre de commerce, le ministre d'État britannique à l'Industrie, M. Norman Lamont et des gens d'affaires<sup>38</sup>.

Le ministre du Commerce extérieur de Grande-Bretagne, M. Paul Channon, effectuait de son côté une visite au Québec et au Canada au début de mai. Il fut question, avec le ministre Bernard Landry, de l'augmentation du commerce bilatéral que souhaitent les deux parties. Lors de la conférence de presse conjointe donnée par MM. Landry et Channon, le ministre québécois annonçait que le Québec et la Grande-Bretagne étaient sur le point de conclure une entente dans le domaine du transfert en haute technologie<sup>39</sup>.

#### 4 – LE PORTUGAL

Le président du Portugal, M. Antonio Ramalho Eanes, était de passage à Montréal le 18 avril au cours d'un séjour officiel au Canada. En l'absence du premier ministre, il rencontrait le vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales, M. Camille Laurin. MM. Eanes et Laurin ont abordé la question du développement général de la coopération Québec-Portugal – M. Laurin soulignait l'intérêt et l'expertise du Québec dans les domaines de la coopération universitaire, de la technologie éducative en enseignement supérieur, des industries agro-alimentaires, de l'hydro-électricité – et celle de la négociation d'une deuxième entente de sécurité sociale entre les deux États. Le président Eanes rencontrait également le maire de Montréal et des représentants de la communauté portugaise du Québec<sup>40</sup>.

### G — Le Québec et l'Afrique

#### 1 – LE GABON

Une délégation gabonaise de quinze membres, dirigée par l'ambassadeur Jean-Félix Adande, séjournait au Québec les 30 mars et 1<sup>er</sup> avril. Les Gabonais venaient discuter de questions bilatérales, particulièrement des relations en matière d'éducation: renouvellement de l'entente sur les droits de scolarité, bourses du Québec, formation médicale, formation-conseil auprès des PME, formation d'animateurs culturels et de spécialistes en ethnologie<sup>41</sup>.

#### 2 – LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Se rendant à l'invitation du gouvernement du Québec, le Haut-commissaire chargé du Plan et de la Coopération économique et financière de la République Centrafricaine, M. Guy Darlan, venait explorer, au début du mois d'avril, les possibilités d'accroître la coopération

38. Rudy LECOURS, *Le Devoir*, 17 avril 1984, p. 2; *Le Devoir*, 18 avril 1984, p. 2.

39. Jean-Pierre LANGLOIS, *Le Devoir*, 2 mai 1984, p. 13.

40. Ministère des Relations internationales.

41. Ministère des Relations internationales.

entre les deux États. Le programme de M. Darlan comprenait des rencontres avec le ministre Bernard Landry et avec les dirigeants de l'OCDE et de l'ENAP, une visite de l'Institut de recherche en électricité du Québec et des rencontres avec des entreprises québécoises intéressées à participer à des projets financés par la Banque mondiale. M. Darlan a informé le ministre Landry de l'intention des autorités centrafricaines d'inviter le Québec à participer à la Table ronde des aides extérieures organisée par la Banque mondiale et le PNUD, qui se tiendra à Bangui en octobre prochain<sup>42</sup>.

### 3 — LE SÉNÉGAL

De passage à Paris pour la réunion du Bureau élargi de l'ACCT, le ministre québécois des Relations internationales et du Commerce extérieur s'entretenait avec le ministre du Plan et de la Coopération du Sénégal des échanges sénégal-québécois. La visite prochaine au Sénégal d'une mission québécoise consacrée à la prospection minière, à la transformation de l'arachide et à la bio-masse fut au nombre des sujets abordés par les deux ministres<sup>43</sup>.

## H — Le Québec, l'Asie et l'Océanie

### 1 — MISSION QUÉBÉCOISE AU JAPON ET EN CHINE

M. Rodrigue Biron, ministre de l'Industrie et du Commerce, dirigeait une délégation québécoise d'hommes d'affaires qui se rendait au Japon et en Chine du 20 au 31 mai. À Tokyo, le ministre Biron devait discuter d'un nouveau projet d'aluminerie pour le Québec, et de la construction possible d'une usine de pièces automobiles. La mission québécoise, composée de représentants des secteurs de l'énergie, des télécommunications, de l'électronique, de la santé et des pâtes et papiers, visitait d'autre part Pékin et Shanghai<sup>44</sup>.

### 2 — L'AUSTRALIE

Le Québec recevait au printemps la visite de ministres d'État fédérés australiens. Les 18 et 19 mai, le trésorier de l'État de Victoria, M. Rob Jolly, rencontrait des hauts-fonctionnaires du ministère québécois des Finances avec qui il était question du système de taxation, de l'accès du Québec aux marchés financiers internationaux et des programmes québécois d'aide financière à l'implantation d'entreprises. Du 23 au 25 mai, le ministre de la Santé de l'État de l'Australie du Sud, le docteur J.R. Cornwall, venait à son tour rencontrer des hauts-fonctionnaires québécois, du ministère des Affaires sociales cette fois<sup>45</sup>. Les 1<sup>er</sup> et 2 mai, le nouveau haut-commissaire d'Australie à Ottawa, M. Rowen F. Osborn, était venu effectuer une première visite officielle à Québec et y rencontrer le ministre des Relations internationales et le président de l'Assemblée nationale.

### 3 — LA CORÉE DU SUD

L'immigration et les échanges agro-alimentaires entre le Québec et la Corée faisaient l'objet de discussions entre le directeur général de la *Korea Overseas Development Corpora-*

42. *Ibid.*

43. Gouvernement du Québec, Cabinet du ministre du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 10 avril 1984.

44. Jean-Pierre LANGLOIS, *Le Devoir*, 12 mai 1984, pp. 1 et 2.

45. Ministère des Relations internationales.

tion, M. Shin Houg Shang, et un représentant de la *Foreign Cooperation Agency* sud-coréenne, M. K.S. Kim, en mission au Québec à la mi-avril, et des responsables québécois des ministères de l'Immigration et de l'Agriculture. Les représentants coréens ont informé leurs interlocuteurs québécois d'une modification prochaine du règlement limitant la sortie de capitaux de Corée. En agriculture, les deux parties ont évoqué des avenues de coopération en horticulture, en agriculture, dans le domaine de l'élevage et la possibilité d'une augmentation de la vente de bétail à la Corée<sup>46</sup>.

## I — Chronologie thématique\*

### *Le Québec, le Canada et les organisations internationales*

9 et 10 mai:

Le Québec participe à deux réunions fédérales-provinciales. L'une de consultations sur l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail de juin et l'autre du comité consultatif des affaires internationales de la santé, pour discuter des rencontres internationales récentes et à venir dans ce domaine.

### *Le Québec participe à des conférences du Conseil de l'Europe*

14 au 16 mai:

Le Québec est représenté à la 4<sup>ème</sup> conférence ministérielle sur le sport du Conseil de l'Europe, à Malte.

22 au 25 mai.

Deux représentants du gouvernement québécois participent à la 4<sup>ème</sup> session des ministres des Affaires culturelles du Conseil de l'Europe, qui a lieu à Berlin.

### *Observateurs québécois aux négociations Canada-Yougoslavie sur la sécurité sociale*

14 au 18 mai.

Deux observateurs du gouvernement québécois assistent, à Belgrade, aux négociations canado-yougoslaves en vue de la conclusion d'un accord de sécurité sociale entre les deux pays. La possibilité d'une entente distincte sur le sujet entre le Québec et la Yougoslavie y est évoquée.

### *Le Premier ministre devant l'American Newspapers Publishers Association*

30 avril:

Le Premier ministre du Québec s'adresse aux membres de l'*American Newspapers Publishers Association*, réunis en congrès à Montréal. M. Lévesque y expose la situation économique du Québec, et aborde la question de l'indépendance du Québec dans le contexte nord-américain.

### *Hauts-fonctionnaires indonésiens au Québec*

16-17 avril:

Une délégation de hauts-fonctionnaires du ministère de l'Éducation de l'Indonésie visite le Québec. Organisée par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, la visite avait pour but de familiariser l'Indonésie aux institutions québécoises d'enseignement et de formation.

46. *Ibid.*

\* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

*Le ministre de la Science et de la Technologie en Europe de l'Est*

mi-juin:

M. Gilbert Paquette, ministre de la Science et de la Technologie, dirige une mission commerciale qui se rend en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Des représentants des secteurs de la bureautique, des télécommunications, du génie-conseil, des équipements médicaux, des systèmes de chauffage et des systèmes de remplissage et d'emballage de produits alimentaires et chimiques sont du groupe.

*Mission commerciale française au Québec*

5 au 12 mai:

Des hommes d'affaires de la région de Toulouse viennent au Québec dans le cadre du Salon de la sous-traitance organisé par la Société pour le progrès de la Rive-Sud. La région québécoise de la Montérégie et la région française du Midi-Pyrénées avaient été jumelées en octobre dernier à l'occasion du Salon international des Techniques et Énergies du Futur de Toulouse.

*Mission commerciale italienne au Québec*

24 mai:

Le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur reçoit les membres d'une délégation commerciale de la région de la Lombardie. Il est question de coopération technique et d'échanges commerciaux dans les secteurs des machines-outils, du textile et du vêtement, de la biotechnologie et du bois.

*Le président du Conseil national du Patronat français au Québec*

7 au 9 mai:

M. Yvon Gattaz, président du Conseil national du Patronat français, effectue un séjour au Québec. Il rencontre notamment le Premier ministre et le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, et prononce une allocution devant la Chambre de commerce française au Canada.

*Enseignants japonais en visite au Québec*

28 mai au 2 juin:

Des enseignants du primaire, des directeurs d'école et un représentant du ministère japonais de l'Éducation nationale et de la Culture effectuent un séjour d'étude au Québec. Ils rencontrent des représentants du ministère de l'Éducation et des commissions scolaires.

*Association France-Québec*

12 et 13 mai:

L'Association France-Québec tient son assemblée générale annuelle à St-Chamond, en France. La déléguée générale du Québec en France, Mme Louise Beaudoin, prononce une allocution lors du dîner officiel de la réunion.

*La délégation du Québec à Boston fête ses 15 ans*

21 au 24 juin:

La délégation du Québec en Nouvelle-Angleterre organise quelques manifestations culturelles pour souligner les quinze années de la présence québécoise à Boston.

*Séminaire du Québec au Venezuela*

début juin :

Diverses manifestations culturelles sont organisées pour mieux faire connaître le Québec au Venezuela.

*Semaine de l'amitié Nouveau-Mexique-Québec*

2 au 8 avril :

Une semaine de l'amitié Nouveau-Mexique-Québec se déroule au Centre international de l'Université du Nouveau-Mexique, à Albuquerque.

*« Perspectives québécoises sur le droit international »*

17 et 18 mai :

La Société québécoise de droit international tient à Québec son premier Congrès annuel sur le thème « Perspectives québécoises sur le droit international ». Des spécialistes québécois, canadiens et européens se penchent sur la pratique québécoise en matière de conclusion d'ententes internationales, sur la présence du Québec au sein des organisations internationales et sur les aspects juridiques du commerce extérieur du Québec.

*Colloque sur la sécheresse au Sahel*

28 avril :

L'Amicale des Ressortissants sénégalais de Québec tient un colloque sur la sécheresse au Sahel, auquel participent des représentants de la Banque mondiale, de l'ACDI et du monde diplomatique et étudiant.

*Emprunts*

20 juin :

L'Hydro-Québec annonce qu'elle vient d'effectuer un emprunt de \$150 millions de francs suisses destinés au financement de son programme de construction. Les obligations, datées du 16 juillet 1984, viendront à échéance dans dix ans.